

## JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO PLACÉ SOUS LE MANDAT DE LA FRANCE

PARAISANT LE 1<sup>er</sup> ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

## ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies	35 fr.	20 fr.
Etranger { Pays à demi-tarif	50 fr.	30 fr.
{ Pays à plein tarif	60 fr.	35 fr.

Prix du numéro { Au comptant, à l'imprimerie : 1. fr. 50  
 Par porteur ou par la poste,  
 Togo, France et Colonies : 1. fr. 75  
 Etranger : Port en sus.

## ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser  
 au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la  
 Mission Catholique de LOMÉ, TOGO, (A. O. F.)

Les abonnements sont payables d'avance.

## ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne	2 fr.
Minimum	10 fr.
La page	200 fr.
Chaque annonce répétée : moitié prix ; minimum	10 fr.

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions  
 faites en caractères plus petits que ceux du texte du  
 Journal.

Pour les réclames, demandez le tarif spécial.

## SOMMAIRE



## PARTIE OFFICIELLE

## ACTES DU POUVOIR CENTRAL

- Décret du 17 avril 1935**, approuvant un arrêté  
 portant *prélèvement sur la caisse de  
 réserve et ouverture de crédits supplé-  
 mentaires au budget local du Togo —  
 Exercice 1934*. (Arrêté de promulgation  
 du 16 mai 1935). 259
- Arrêté ministériel du 26 avril 1935**, concernant les  
 emplois pouvant être *tenus au Togo et au  
 Dahomey par les mêmes fonctionnaires*. 260

## ACTES DU POUVOIR LOCAL

- Arrêté du 11 mai 1935**, mettant le village d'Agouévé  
 sous le régime d'*observation sanitaire*. 261
- Arrêté du 11 mai 1935**, mettant le centre de Kouméa  
 sous le régime de la *surveillance sanitaire*. 261
- Arrêté du 14 mai 1935**, fixant la *prime à payer  
 aux cafés* exportés pendant le deuxième  
 trimestre de l'année 1935. 261
- Arrêté du 17 mai 1935**, plaçant la subdivision de  
 Sokodé sous le régime de *danger immi-  
 nent*. 261
- Arrêté du 17 mai 1935**, fixant les *attributions de  
 l'administrateur supérieur au Togo*. 262
- Arrêté du 18 mai 1935**, complétant l'arrêté du  
 14 février 1933 portant création d'un *service  
 de police et sûreté*. 263
- Arrêté du 20 mai 1935**, plaçant le centre urbain  
 de Sokodé sous le régime d'*observation  
 sanitaire*. 264
- Arrêté du 22 mai 1935**, rapportant l'arrêté du  
 27 janvier 1935 créant un sous-ordonnance-  
 ment à Lomé et déléguant l'administrateur  
 supérieur du Togo dans les *fonctions d'or-  
 donnateur du budget local*. 264

Actes divers concernant le personnel européen  
et le personnel indigène

Allocations	267
Association	268
Assurances	268
Certificats de vie	268
Commission d'examen	268
Commission des marchés	268
Monnaies anglaises	268
Recherches minières	268
Rôles	268
Société de prévoyance	270
Transports	270
Tribunal colonial d'appel	270
Tribunal criminel du cercle de Sokodé	270
Domaines	270

## PARTIE NON OFFICIELLE

Avis de perte de titre foncier	270
Avis	270
Annonces	270

## PARTIE OFFICIELLE

## ACTES DU POUVOIR CENTRAL

*Prélèvement sur la caisse de réserve et ouverture  
 de crédits supplémentaires au budget local du Togo*

ARRETE N° 221 promulguant au Togo le décret du  
 17 avril 1935 approuvant un arrêté portant *prélève-  
 ment sur la caisse de réserve et ouverture de crédits  
 supplémentaires au budget local du Togo — Exer-  
 cice 1934*.

LE COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,  
 OFFICIER DE LA LÉGIN D'HONNEUR,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions  
 et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 17 avril 1935, approuvant un arrêté portant prélèvement sur la caisse de réserve et ouverture de crédits supplémentaires au budget local du Togo — Exercice 1934;

# ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 17 avril 1935 approuvant un arrêté portant prélèvement sur la caisse de réserve et ouverture de crédits supplémentaires au budget local du Togo — Exercice 1934.

Porto-Novo, le 16 mai 1935.

BOURGINE.

## RAPPORT

*Au Président de la République Française.*

Paris, le 17<sup>e</sup> avril 1935.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Le Commissaire de la République au Togo a pris, en conseil d'administration, le 27 janvier 1935, un arrêté portant prélèvement exceptionnel sur la caisse de réserve et ouverture d'un crédit supplémentaire au budget local du Territoire pour l'exercice 1934.

Ces mesures ne soulevant aucune objection de ma part, j'ai fait préparer, pour les ratifier, conformément aux dispositions des articles 81 et 264 du décret du 30 décembre 1912, sur le régime financier des colonies, le projet de décret ci-joint, que j'ai l'honneur de soumettre à votre haute sanction.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'hommage de mon profond respect.

*Le ministre des colonies,*

LOUIS ROLLIN.

## LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu le décret du 23 mars 1921, déterminant les attributions du Commissaire de la République française au Togo, modifié par le décret du 21 février 1925;

Vu le mandat sur le Togo confirmé à la France par le conseil de la Société des nations, en exécution des articles 22 et 119 du traité de Versailles, en date du 28 juin 1919;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu le décret du 20 juin 1934, portant approbation du budget spécial des grands travaux et dépenses sanitaires sur fonds d'emprunt du Togo pour l'exercice 1934;

Vu le décret en date du 5 août 1934, portant approbation du budget local et du budget annexe de l'exploitation du chemin de fer et du wharf du Togo pour l'exercice 1934;

# DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est approuvé l'arrêté n° 54, pris par le Commissaire de la République au Togo, en conseil d'administration, le 27 janvier 1935, et portant prélèvement exceptionnel sur la caisse de réserve, ainsi qu'ouverture d'un crédit supplémentaire au budget local du Territoire pour l'exercice 1934.

ART. 2. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 17 avril 1935.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le ministre des colonies,*

LOUIS ROLLIN.

## ARRETE N° 54 portant ouverture de crédit supplémentaire au budget local et autorisant un prélèvement exceptionnel sur la caisse de réserve du Territoire.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies, spécialement en ses articles 81 et 89;

Vu le décret du 20 juin 1934 portant approbation du budget spécial des grands travaux et dépenses sanitaires sur fonds d'emprunt du Togo pour l'exercice 1934;

Vu le décret en date du 5 août 1934 portant approbation du budget local et du budget annexe de l'exploitation du chemin de fer et du wharf du Togo pour l'exercice 1934;

Le conseil d'administration entendu;

# ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est ouvert au budget local — Exercice 1934 Chapitre XX — Dépenses extraordinaires — Article 12 : contribution du budget local aux dépenses de construction du central togolais — un crédit supplémentaire de *un million quatre cent quatre-vingt seize mille trois cent quarante huit francs, soixante deux centimes* (1.496.348, f 62).

ART. 2. — Il sera fait face à l'ouverture de ce crédit supplémentaire par un prélèvement d'égale somme sur la caisse de réserve du Territoire à inscrire en recettes au chapitre IX, du budget local — Exercice 1934.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 27 janvier 1935.

BOURGINE.

## Emplois pouvant être tenus au Togo et au Dahomey par les mêmes fonctionnaires

LE MINISTRE DES COLONIES,

Vu le décret du 23 novembre 1934, portant réduction des dépenses administratives dans le territoire du Togo placé sous mandat français;

Sur les propositions de l'administration locale;

# ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont tenus cumulativement au Togo et au Dahomey par les mêmes fonctionnaires les emplois de chefs des services suivants :

Sûreté, postes, télégraphes et téléphones; agriculture et élevage; santé; enseignement; météorologie; zootechnie; chemin de fer; travaux publics; douanes.

ART. 2. — Les dispositions du présent arrêté auront effet, pour chacun des emplois susvisés, du jour de la réaffectation dans une autre colonie, de la remise à la disposition du Département d'origine ou de la cessation d'activité du fonctionnaire en surnombre.

ART. 3. — Le gouverneur général de l'Afrique occidentale française et le Commissaire de la République

au Togo sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 26 avril 1935.

LOUIS ROLLIN.

## ACTES DU POUVOIR LOCAL

### Observation sanitaire

#### ARRETE N° 206.

LE COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,  
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté n° 634 du 23 octobre 1933 fixant les mesures d'ordre spécial, temporaire et défensif destinées à prévenir ou à faire cesser les épidémies de typhus amaryl au Togo;

Vu le télégramme n° 46 du 7 mai 1935 de M. l'administrateur supérieur de Lomé signalant un décès indigène maladie 10 survenu à Lomé le 7 mai 1935;

Sur la proposition du chef du service de santé;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le village d'Agoué est mis sous le régime de l'observation sanitaire.

ART. 2. — La périphérie d'Agoué sur une étendue atteignant la banlieue de Lomé est mise sous le régime de surveillance sanitaire.

ART. 3. — La banlieue de Lomé est mise sous régime de danger imminent.

ART. 4. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Porto-Novo, le 11 mai 1935.

BOURGINE.

### Surveillance sanitaire

#### ARRETE N° 211.

LE COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,  
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté n° 634 du 23 octobre 1933 fixant les mesures d'ordre spécial, temporaire et définitif destinées à prévenir ou à faire cesser les épidémies de typhus amaryl au Togo;

Vu le télégramme n° 175 du 10 mai 1935 de M. l'administrateur de Sokodé signalant un décès indigène maladie dix au centre de Kouméa le 10 mai 1935.

Sur la proposition du chef du service de santé;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le centre de Kouméa est mis sous le régime de surveillance sanitaire.

ART. 2. — La subdivision de Lama-Kara est mise sous le régime de danger imminent.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Porto-Novo, le 11 mai 1935.

BOURGINE.

### Prime aux cafés exportés

#### ARRETE N° 215 fixant la prime à payer aux cafés exportés pendant le deuxième trimestre de l'année 1935.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu la loi du 31 mars 1931 portant : 1° création de caisses de compensation en vue d'assurer la sauvegarde de la production du caoutchouc dans les colonies françaises, pays de protectorat et territoires sous mandat; 2° établissement d'une taxe spéciale sur certains produits coloniaux français et étrangers;

Vu le décret du 31 mai 1931 réglementant les conditions d'application de la loi du 31 mars 1931 susvisée;

Vu l'arrêté du 22 février 1933 réglementant l'attribution de la prime à l'exportation des cafés;

Vu l'arrêté du 23 décembre 1933 fixant le prix de revient du café, par kilogramme, dans le territoire du Togo;

Vu le câblogramme ministériel n° 43 du 11 mai 1935;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — La prime prévue à l'article 17 du décret du 31 mai 1931 susvisé est fixée à soixante cinq centimes (0f, 65) par kilog. pour les exportations effectuées du 1<sup>er</sup> avril au 30 juin 1935 inclus.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Porto-Novo, le 14 mai 1935.

BOURGINE.

### Régime de danger imminent

#### ARRETE N° 225 plaçant la subdivision de Sokodé sous le régime de danger imminent.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté n° 634 du 23 octobre 1933 fixant les mesures d'ordre spécial, temporaire et défensif destinées à prévenir ou à faire cesser les épidémies de typhus amaryl au Togo;

Vu le télégramme n° 197 du 16 mai 1935 du commandant du cercle de Sokodé signalant un cas suspect indigène maladie 10 dans le centre urbain de Sokodé;

Sur la proposition du chef du service de santé;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — La subdivision de Sokodé est mise sous le régime de danger imminent pour la santé publique.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Porto-Novo, le 17 mai 1935.

BOURGINE.

### Attribution de l'administrateur supérieur du Togo

ARRETE N° 226 fixant les attributions de l'administrateur supérieur au Togo.

LE COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,  
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 23 novembre 1934 portant réduction des dépenses administratives du Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu l'approbation ministérielle donnée par le câblogramme n° 45 du 16 mai 1935;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'administrateur supérieur, représentant le Commissaire de la République française dans le territoire du Togo placé sous mandat de la France a sa résidence à Lomé.

Ses attributions sont définies par les articles suivants :

ART. 2. — L'administrateur supérieur est le délégué permanent du Commissaire de la République et son représentant dans l'ensemble du territoire du Togo.

A ce titre, il connaît toutes les affaires du Territoire, règle celles qui sont urgentes ou peu importantes, à charge d'en rendre compte sans délai, et transmet à la décision du Commissaire de la République celles qui nécessitent l'étude d'un bureau ou l'avis technique d'un service compétent.

Sous la direction et le contrôle du Commissaire de la République, il veille au maintien de l'ordre public dont il est responsable.

ART. 3. — Les fonctionnaires et agents en service au Togo adressent toutes les communications relatives à l'administration générale des circonscriptions à l'administrateur supérieur qui les transmet avec ou sans avis au Commissaire de la République, sauf celles concernant les affaires qu'aux termes du présent arrêté, il est habilité à régler lui-même. Les communications adressées par le Commissaire de la République aux fonctionnaires et agents en service au Togo sont obligatoirement acheminées sous le couvert de l'administrateur supérieur.

Les titulaires des emplois tenus cumulativement au Togo et au Dahomey correspondent directement avec le Commissaire de la République mais toutes les correspondances qu'ils échangent avec leurs subordonnés passent par l'intermédiaire de l'administrateur supérieur.

ART. 4. — Tous les fonctionnaires ou agents autres que ceux des services techniques (travaux publics, postes et télégraphes, douanes, enseignement, agriculture, service vétérinaire, météorologie, police et sûreté, forces de police, etc., etc...) en service au Togo sont placés sous les ordres de l'administrateur supérieur. Les agents des services techniques sont placés sous sa surveillance mais continuent à recevoir, au point de vue technique, leurs ordres de leurs chefs respectifs.

ART. 5. — L'administrateur supérieur nomme et révoque directement les agents auxiliaires n'appartenant pas à un cadre local indigène organisé dans la limite des effectifs et des crédits budgétaires.

Il présente à la nomination du Commissaire de la République les candidats aux emplois des cadres indigènes organisés.

ART. 6. — Il présente à la nomination du Commissaire de la République les chefs indigènes de canton et de province.

ART. 7. — Il peut infliger quinze jours de prison aux gardes de cercle, la peine de blâme et la suppression de solde dans la limite maximum de dix jours, à tous autres agents indigènes.

Il peut relever momentanément de leurs fonctions, à charge d'en rendre compte immédiatement par voie télégraphique et de justifier la mesure, tous les fonctionnaires et agents, européens et indigènes, placés sous ses ordres.

ART. 8. — L'administrateur supérieur règle directement les affaires suivantes ressortissant à l'administration courante du Territoire :

#### A — Affaires administratives et politiques

Autorisations d'introduction d'armes et munitions (permis de commande, autorisation de transport, de cession).

Délivrance des passeports aux européens et autorisations de délivrance par les commandants de cercle intéressés des passeports aux indigènes.

Délivrance des cartes grises des véhicules.

Délivrance des permis de conduire.

Emigration et immigration.

Demandes de caution ou de dispense de cautionnement.

Formalités diverses pour les recherches minières.

Nomination des membres des commissions de contributions directes.

Etablissement des dossiers concernant les liquides inflammables, les établissements dangereux, incommodes ou insalubres.

Permissions inférieures à 15 jours accordées aux agents des cadres locaux indigènes, à charge d'en rendre compte.

Transmission au Commissaire de la République avec appréciation des notes du personnel servant dans le Territoire et des propositions établies en faveur de ce personnel.

Légalisation des actes à transmettre hors de la colonie, de ceux venant de l'étranger et en général de toutes les pièces pour lesquelles cette formalité est requise.

Instruction des demandes de libération conditionnelle de naturalisation, de secours etc...

Mutations, permissions, punitions concernant les gardes de cercle et les miliciens.

Etude avec le commandant des forces de police des affaires entrant dans les attributions du bureau mili-

taire, d'après le tableau annexé à l'arrêté du 31 mars 1932

Police sanitaire et police sanitaire des animaux.

Police des débits de boisson.

Réquisition, en cas d'absence du Commissaire de la République, des forces de police, dans les conditions prévues par la réglementation locale.

Affectation des gardes de cerclé, des miliciens et des agents n'appartenant pas à un cadre régulier.

Etablissement des propositions de distinctions honorifiques.

Affaires domaniales, de l'enregistrement et de la conservation foncière.

Application de la réglementation forestière (sauf les transactions).

Etablissement du plan de campagne des travaux à exécuter avec la main d'œuvre prestataire.

En matière de contributions directes, autorisation spéciale de vente, dans les conditions prévues par le décret financier.

Approbation des arrêtés permanents pris par l'administrateur-maire de Lomé.

Il assure l'instruction de toutes les autres affaires que le Commissaire de la République lui confie et l'exécution des décisions prises par le chef du Territoire toutes les fois où celui-ci l'en charge spécialement.

Il peut être chargé de mission d'ordre politique et économique dans l'intérieur du Territoire.

Pour toutes les matières énumérées ci-dessus, il correspond directement avec les fonctionnaires intéressés et rend compte au Commissaire de la République des décisions prises.

ART. 9. — *Affaires financières.* — Il surveille le fonctionnement des divers services financiers du territoire dans les conditions prévues par l'article 154 du décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies.

Il signe, par délégation et dans la limite des crédits autorisés, les marchés de fournitures et de travaux, dont l'approbation en conseil n'est pas exigée.

ART. 10. — Le Commissaire de la République a la faculté, en vertu des dispositions de l'article 104 du décret du 30 décembre 1912, de confier, par délégation spéciale, le pouvoir d'ordonnateur du budget local et de ses annexes à l'administrateur supérieur du Territoire agissant sous son contrôle et sous sa responsabilité.

ART. 11. — L'administrateur supérieur emploie pour toutes les affaires qu'il régle directement la formule :

« Pour le Commissaire de la République et par ordre l'Administrateur Supérieur ».

ART. 12. — Les attributions conférées à l'administrateur supérieur du Togo ne font pas obstacle au pouvoir hiérarchique du Commissaire de la République d'annuler ses décisions et d'y substituer les siennes.

ART. 13. — L'administrateur supérieur a à sa disposition le personnel nécessaire à la préparation du travail matériel résultant de l'exécution des prescriptions des articles 5, 6, 7, 8 et 9 et éventuellement de l'article 10 du présent arrêté.

ART. 14. — Le présent arrêté qui abroge l'arrêté du 22 janvier 1935 sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Porto-Novo, le 17 mai 1935.

BOURGINE.

#### Service de police et sûreté

ARRETE N° 227 complétant l'arrêté du 14 février 1933 portant création d'un service de police et sûreté.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté n° 92 du 14 février 1933 créant un service de police et de sûreté, ensemble l'arrêté n° 198 bis du 11 avril 1934 le modifiant;

Vu le décret du 11 mai 1934 portant extension au Togo du décret du 2 septembre 1933 sur la procédure criminelle en Afrique occidentale française;

Vu le décret du 31 janvier 1935 rendant applicable au Togo les dispositions du décret du 21 mai 1931 réglementant l'exercice de la police judiciaire en Afrique occidentale française;

Vu le décret du 23 novembre 1934 portant réduction des dépenses administratives du Togo;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 2 de l'arrêté du 14 février 1933 est ainsi complété :

« Le chef du service de police et de sûreté exerce cumulativement ses fonctions avec celles de directeur de police. A ce dernier titre, il exerce les fonctions d'officier de police judiciaire dans toute l'étendue du Territoire ».

ART. 2. — L'article 5 de l'arrêté du 14 février 1933 est modifié ainsi qu'il suit en son paragraphe 1<sup>er</sup> :

« Le chef du service de police et de sûreté exerçant cumulativement ses fonctions avec celles de directeur de police, est officier de police judiciaire et commissaire aux délégations judiciaires dans les conditions définies à l'article 2 du présent arrêté. Il relève directement de l'autorité du Commissaire de la République; toutefois, il dépend de l'autorité judiciaire pour tout ce qui concerne ses fonctions judiciaires ».

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Porto-Novo, le 18 mai 1935.

BOURGINE.

**Observation sanitaire**

*ARRETE No 228 plaçant le centre urbain de Sokodé sous le régime d'observation sanitaire.*

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté no 634 du 23 octobre 1933 fixant les mesures d'ordre spécial temporaire et définitif destinées à prévenir ou à faire cesser les épidémies de typhus amaryl au Togo;

Vu le télégramme no 200 du 19 mai 1935 de M. l'administrateur de Sokodé signalant un nouveau décès indigène maladie dix au quartier Zongo à Sokodé;

Sur la proposition du chef du service de santé;

**ARRETE :**

ARTICLE PREMIER. — Le centre urbain de Sokodé est placé sous le régime d'observation sanitaire.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Porto-Novo, le 20 mai 1935.

**BOURGINE.**

**Ordonnancement**

*ARRETE No 231 rapportant l'arrêté du 27 janvier 1935 créant un sous-ordonnancement à Lomé et déléguant l'administrateur supérieur du Togo dans les fonctions d'ordonnateur du budget local.*

LE COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,  
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912, sur le régime financier des colonies;

Vu le décret du 23 novembre 1934, portant réduction des dépenses administratives du Togo;

Vu l'arrêté du 23 novembre 1934 déterminant les conditions dans lesquelles doivent s'effectuer les opérations de constatation de l'ordonnancement des recettes et dépenses des budgets local et annexe dont le contrôle, la centralisation et la liquidation sont dévolus au service des travaux publics, du chemin de fer et du wharf;

Vu l'arrêté du 17 mai 1935, fixant les attributions de l'administrateur supérieur du Togo;

**ARRETE :**

ARTICLE PREMIER. — Est rapporté, pour compter du 1<sup>er</sup> juin 1935, l'arrêté no 53 du 27 janvier 1935, créant un sous-ordonnancement à Lomé.

ART. 2. — L'administrateur supérieur du Togo, M. l'administrateur en chef GEISMAR, est délégué à compter du 1<sup>er</sup> juin 1935, dans les fonctions d'ordonnateur du budget local du Territoire et de ses annexes (budget du chemin de fer et budget sur fonds d'emprunt).

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Porto-Novo, le 22 mai 1935.

**BOURGINE.**

## NOMINATIONS, MUTATIONS ETC. CONCERNANT LE PERSONNEL

### ACTES DU POUVOIR LOCAL

#### PERSONNEL EUROPÉEN

##### Démission

Par arrêté du :

17 mai 1935. — Est rapporté l'arrêté n° 649 du 25 décembre 1934, acceptant la démission de M. MARTIN, instituteur de 1<sup>re</sup> classe du cadre local du Togo pour compter de la veille du jour de son embarquement à destination de l'A. E. F.

La démission de M. MARTIN, instituteur de 1<sup>re</sup> classe du cadre local du Togo, est acceptée pour compter du jour de son intégration dans le cadre local de l'A. E. F.

La solde et les accessoires de solde de M. MARTIN seront supportés par le budget de l'A. E. F. pour compter de la veille du jour de l'embarquement de l'intéressé à destination de l'A. E. F.

##### Affectations

Par arrêté du :

11 mai 1935. — M. NATIVEL Léo, administrateur-adjoint de 1<sup>re</sup> classe des colonies, est nommé provisoirement juge suppléant près le tribunal de 1<sup>re</sup> instance de Lomé en remplacement de M. PIC, administrateur-adjoint de 1<sup>re</sup> classe des colonies titulaire d'un congé administratif.

Par décisions des :

11 mai 1935. — Les fonctionnaires retour de congé, débarqués à Lomé le 11 mai 1935 du s/s Foucauld reçoivent les affectations suivantes :

M. CODE, ingénieur en chef de 2<sup>e</sup> classe d'agriculture est nommé chef de la circonscription agricole du centre avec résidence à Atakpamé en remplacement de M. DAGRON, chef de travaux pratiques contractuel qui demeure chef du secteur agricole du cotonnier, du kapokier et du karité avec résidence à Nuatja.

M. BOURY, chef de gare de 2<sup>e</sup> classe du chemin de fer du Togo, est mis à la disposition du chef du service des travaux publics du chemin de fer et du wharf, pour servir au chemin de fer.

M. NOUVEL, inspecteur du matériel et de la traction du chemin de fer, retour de congé attendu à Lomé sur s/s Hoggar vers le 10 mai 1935, est mis à la disposition du chef du service des travaux publics du chemin de fer et du wharf pour servir au chemin de fer.

22 mai 1935. — M. ROUSSEL, administrateur de 3<sup>e</sup> classe des colonies, retour de congé, attendu à Lomé vers le 23 mai 1935 sur s/s Banfora est mis à disposition de l'administrateur supérieur.

##### Congés — Passages

Par décisions des :

11 mai 1935. — Un congé administratif de 6 mois pour en jouir 24 rue des Lois à Toulouse, est accordé à M. LUGAN, chef de gare hors classe des chemins de fer

du Togo qui compte 27 mois et 6 jours de séjour consécutifs dans le Territoire.

Un passage pour la France, en 1<sup>re</sup> classe, 2<sup>e</sup> catégorie, lui est en outre délivré ainsi qu'à sa femme sur le paquebot *Asie* attendu à Lomé vers le 11 juin 1935.

15 mai 1935. — Une réquisition de passage de retour en France en 1<sup>re</sup> classe, (2<sup>e</sup> catégorie), sur le paquebot *Foucauld* attendu à Lomé vers le 24 mai 1935 est accordée à M. André MARY, vétérinaire contractuel, ainsi qu'à sa femme, se rendant à Cernay (Haut-Rhin).

L'article 2 de la décision n° 212 du 1<sup>er</sup> mai 1935 accordant congé à M. TOGUÉ, contrôleur des douanes est modifiée de la façon suivante :

Un passage pour la France en 1<sup>re</sup> classe, 2<sup>e</sup> catégorie, lui est en outre délivré sur le paquebot *Banfora* attendu à Lomé vers le 3 juin 1935.

## PERSONNEL INDIGÈNE

### Licenciement

Par décision du :

13 mai 1935. — Le chef de station auxiliaire LASSEY Philippe, faisant fonctions de chef de gare à Baguida, est licencié de son emploi à compter du 15 mai 1935, pour faute grave en service.

### Titularisations

Par arrêtés des :

11 mai 1935. — Sont titularisés en qualité d'inspecteurs auxiliaires de police de 8<sup>e</sup> classe, à compter du 22 avril 1935, date à laquelle ils ont accompli leur période réglementaire de stage :

COMLAN Georges, inspecteur auxiliaire stagiaire, en service au cercle de Klouto;

FOMEY Gabriel, inspecteur auxiliaire stagiaire, en service à Lomé.

15 mai 1935. — Le commis stagiaire de 2<sup>e</sup> échelon ATAYI Jonathan, est titularisé en qualité de commis d'administration de 8<sup>e</sup> classe pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1935, date d'expiration de son stage.

21 mai 1935. — L'inspecteur auxiliaire stagiaire de police COMLAN Paulin, est titularisé dans son emploi en qualité d'inspecteur auxiliaire de police de 8<sup>e</sup> classe, à compter du 22 avril 1935, date à laquelle il a accompli sa période réglementaire de stage.

### Suspension de fonctions

Par arrêté du :

11 mai 1935. — Le moniteur de 5<sup>e</sup> classe de l'enseignement officiel Alex CHARLES, est suspendu de ses fonctions jusqu'à ce qu'il soit statué sur son cas après avis d'un conseil d'enquête.

Pendant la durée de sa suspension de fonctions, le moniteur de 5<sup>e</sup> classe Alex CHARLES ne percevra que la moitié de sa solde.

### Affectation.

Par décision du :

11 mai 1935. — L'aide-médecin de 6<sup>e</sup> classe SAND Eugène, en service à Palimé, est affecté à l'hôpital de Lomé.

L'infirmier de 5<sup>e</sup> classe KOUAOVI Christophe, en service à l'hôpital de Lomé, est affecté à Palimé en remplacement de l'aide-médecin SAND Eugène.

### Congés

Par décisions des :

11 mai 1935. — Sont accordés avec traitement, des congés de :

30 jours, du 12 mai au 10 juin 1935 inclus, au brigadier planton de 1<sup>re</sup> classe ACHADÉ Pierrot, en service au bureau du sous-ordonnancement de Lomé, pour en jouir à Savalou (Dahomey).

30 jours, du 20 mai au 18 juin 1935 inclus, au planton de 8<sup>e</sup> classe Corneille Michel DEKUNGROTO, en service à l'hôpital de Lomé, pour en jouir à Anécho.

30 jours, du 11 juin au 10 juillet 1935 inclus, au facteur-enregistreur de 1<sup>re</sup> classe KOHLER Joseph, en service à l'exploitation du chemin de fer du Togo, pour en jouir au Territoire.

30 jours, du 1<sup>er</sup> au 30 juin 1935 inclus, au commis des P. T. T. de 5<sup>e</sup> classe WILSON Michel, en service au bureau principal de Lomé, pour en jouir au Territoire.

30 jours, du 15 mai au 13 juin 1935 inclus, au facteur-enregistreur de 1<sup>re</sup> classe POFAGI Marcel, en service à l'exploitation du chemin de fer du Togo, pour en jouir à Bohicon, (Dahomey).

Un congé de 30 jours avec traitement, du 15 mai au 13 juin 1935 inclus, est accordé à l'ouvrier de 1<sup>re</sup> classe RUFFINO Paul, en service au chemin de fer, pour en jouir à Atakpamé, et au canotier de 2<sup>e</sup> classe MIHAYE TODÉDJRAPOU, en service au wharf, pour en jouir à Anécho.

14 mai 1935. — La durée du congé accordée par décision du 18 avril 1935, au facteur des P. T. T. de 2<sup>e</sup> classe CAPO-CHICHI Marc, en service à Palimé, est portée à 30 jours, du 1<sup>er</sup> au 30 juin 1935 inclus.

21 mai 1935. — Sont accordés avec traitement, des congés de :

30 jours, du 1<sup>er</sup> au 30 juin 1935 inclus, au mécanicien-conducteur de 5<sup>e</sup> classe KOUSSENDJA BONOH, en service au cercle de Lomé, pour en jouir à Bassari. (cercle de Sokodé).

30 jours, du 1<sup>er</sup> au 30 juin 1935 inclus, à l'ouvrier de 1<sup>re</sup> classe des travaux publics Thomas AFAGNIHOUN, en service au chemin de fer du Togo, pour en jouir à Dadja, (cercle d'Atakpamé).

30 jours, du 1<sup>er</sup> au 30 juin 1935 inclus, au surveillant auxiliaire de 2<sup>e</sup> classe des P. T. T. DOVI Christophe, en service à Lomé pour en jouir au Territoire.

15 jours, du 1<sup>er</sup> au 15 juin 1935 inclus, au facteur de 2<sup>e</sup> classe des P. T. T. Christophe A. AYINÉ, en service à Lomé, pour en jouir au Territoire.



**Indemnités**

Par décisions des :

16 mai 1935. — Une indemnité égale à trois mois de la solde de présence qu'il percevait au moment de son licenciement, est accordée au nommé ANTHONY Benjamin Alphonse, ancien commis de 2<sup>e</sup> classe des P. T. T. licencié pour inaptitude physique, suivant arrêté du 3 janvier 1935.

21 mai 1935. — Le bénéfice de l'indemnité représentative fixe de transport de 6 francs par mois, fixée par les arrêts, est accordé à l'infirmier LAWSON Pierre, chargé du dispensaire d'Adéta, (cercle de Klouto).

**FORCES DE POLICE****1<sup>re</sup> — Compagnie de milice :****Engagements**

Par arrêts des :

13 mai 1935. — Sont engagés pour 1 an à compter du 1<sup>er</sup> juin 1935, après stage de 2 ans accompli (cat. B.) :

BELOUA, stagiaire cat. B. N° Mle M/317/B. T. de la 4<sup>e</sup> section milice Anécho.

DAHOUFAYE, stagiaire cat. B. N° Mle M/320/B. T. de la 4<sup>e</sup> section milice Anécho.

**Rengagements**

Sont rengagés pour 1 an à compter des :

1<sup>er</sup> mai 1935. — OUMORI, sergent N° Mle M/308/A. D. de la P. C. Lomé.

TCHAOU, milicien 1<sup>re</sup> classe N° Mle M/189/B. T. de la P. C. Lomé.

AMOUNOU, milicien 1<sup>re</sup> classe N° Mle M/174/A. T. de la P. C. Lomé.

ASSOGBA, milicien 1<sup>re</sup> classe N° Mle M/307/A. T. de la P. C. Lomé.

7 mai 1935. — ARRETO, milicien 1<sup>re</sup> classe N° Mle M/130/A. T. de la P. C. Lomé.

20 mai 1935. — PARAKOU, caporal N° Mle M/244/A. D. de la P. C. Lomé.

26 mai 1935. — KORA Alexandre, milicien 2<sup>e</sup> classe N° Mle M/309/A. D. de la P. C. Lomé.

BAKOU, milicien 2<sup>e</sup> classe N° Mle M/310/A. D. de la P. C. Lomé.

6 juin 1935. — MAHINO, milicien 1<sup>re</sup> classe N° Mle M/325/A. D. de la 4<sup>e</sup> section de milice Anécho.

**Permission**

Une permission de 30 jours avec solde de présence, délais de route non compris et sans la gratuité de transport, à compter du 1<sup>er</sup> mai 1935, est accordée au milicien de 2<sup>e</sup> classe HAMIDOU, N° Mle M/243/A. D. de la 4<sup>e</sup> section de milice Anécho, pour en jouir à Natingou (Dahomey).

**Agrément de stagiaires**

Sont agréés à compter du 1<sup>er</sup> mai 1935 :

*Comme 1<sup>re</sup> classe stagiaire catégorie A. :*

N'GBANI, ex-caporal de T. S.

*Comme stagiaire catégorie B. :*

AGBEZOUNDO FIOHOU.

**Radiation**

Est rayé des contrôles de la compagnie de milice, le milicien stagiaire de la catégorie B. KAOLE, N° Mle M/326/B. T. de la 4<sup>e</sup> section de milice Anécho, décédé le 6 avril 1935.

**Mutations**

a) Est admis à passer dans la garde indigène et rayé des contrôles de la compagnie de milice pour compter du 1<sup>er</sup> mai 1935, le stagiaire de la catégorie B. AGBEZOUNDO FIOHOU, nouvellement agréé à la P. C. Lomé.

b) Est affecté à la 4<sup>e</sup> section de milice Anécho pour compter du 1<sup>er</sup> mai 1935, le milicien stagiaire de la catégorie A. ESSA, N° Mle M/428/A. D. de la P. C. Lomé.

**2<sup>e</sup> — Garde indigène****Rengagements**

Sont rengagés pour 1 an à compter des :

1<sup>er</sup> mai 1935. — LAMBONI, garde 2<sup>e</sup> classe, Mle 1034, du peloton de dépôt.

GNOGNOUTO, garde 2<sup>e</sup> classe, Mle 1035, du peloton de dépôt.

KPALEGA, garde 2<sup>e</sup> classe, Mle 1026, du peloton de Sokodé.

ZATO, garde 2<sup>e</sup> classe, Mle 1031, du peloton de Sokodé.

12 mai 1935. — ZINSOU, garde 2<sup>e</sup> classe, Mle 987, du peloton de dépôt.

16 mai 1935. — ALAHI, garde 2<sup>e</sup> classe, Mle 1001, du peloton d'Atakpamé.

PAKINDAM, garde 2<sup>e</sup> classe, Mle 1004, du peloton de Mango.

DABRE, garde 2<sup>e</sup> classe, Mle 1006, du peloton de Mango.

26 mai 1935. — DIMBA, garde 2<sup>e</sup> classe, Mle 1030, du peloton de Mango.

1<sup>er</sup> juin 1935. — BADASSEM, garde 2<sup>e</sup> classe, Mle 754, du peloton de Sokodé.

OURO OUARGA, garde 1<sup>re</sup> classe, Mle 946, du peloton de Sokodé.

5 juin 1935. — COALANI, garde 2<sup>e</sup> classe, Mle 677, du peloton de Sokodé.

10 juin 1935. — TIORO, garde 2<sup>e</sup> classe, Mle 755, du peloton de Sokodé.

**Permission**

Une permission de 30 jours, avec solde de présence, délais de route non compris, sans la gratuité du transport, à compter du 1<sup>er</sup> mai 1935, est accordée au garde de 2<sup>e</sup> classe KODJO ALAGBÉ, N° Mle 957 du détachement de police Lomé, pour en jouir à Abomey (Dahomey).

**Révocation**

Est révoqué à compter du 15 mai 1935, le garde de 1<sup>re</sup> classe ABAUTAMA, N° Mle 953, du peloton de Klouto, pour « faute grave en service ».

**Mutations**

a) — Est admis dans la garde indigène, comme garde de 2<sup>e</sup> classe N° Mle 1038, conformément aux dispositions de l'article 4 de l'arrêté N° 467, du 15 août 1933, l'ex-stagiaire de la catégorie B. AGBEZOUNDO FIOHOU, de la P. C. Lomé.



Le garde AGBEZOUNDO FIOHOU est affecté au détachement de police Lomé pour compter du 1<sup>er</sup> mai 1935.

b) — Est affecté au peloton de Klouto pour compter du 1<sup>er</sup> mai 1935, le garde de 2<sup>e</sup> classe LAGBESSI, N<sup>o</sup> Mle 1003, du peloton de dépôt Lomé.

### 1<sup>o</sup> — Compagnie de milice

#### Permission

Par arrêté du :

15 mai 1935. — Une permission de 30 jours, avec solde de présence, délais de route non compris et sans la gratuité du transport, à compter du 1<sup>er</sup> juin 1935, est accordée au milicien de 2<sup>e</sup> classe KOLANI, N<sup>o</sup> Mle M/235/B. T. de la 4<sup>e</sup> section de milice Anécho, pour en jouir à Mango.

#### Mutation

Est admis à passer dans la garde indigène et rayé des contrôles de la compagnie de milice pour compter du 1<sup>er</sup> juin 1935, le stagiaire de la catégorie B. DJINA PARGUI, N<sup>o</sup> Mle M/365/B. T. de la P. C. Lomé.

### 2<sup>o</sup> — Garde indigène

#### Congé

Un congé de 2 mois à demi-solde, avec gratuité du transport (aller et retour) à compter du 1<sup>er</sup> juin 1935, est accordé au garde de 2<sup>e</sup> classe NAGOU LAMBONI, N<sup>o</sup> Mle 924 du détachement de police Lomé, pour en jouir à Mango.

Le garde NAGOU LAMBONI sera accompagné à l'aller, de sa femme, et au retour, de sa femme et un enfant.

#### Licenciement

Est licencié à compter du 16 mai 1935, le garde de 2<sup>e</sup> classe KOUTCHANGO, N<sup>o</sup> Mle 767, du peloton de Mango, pour « faute grave en service ».

#### Mutations

a) — Est admis dans la garde indigène, comme garde de 2<sup>e</sup> classe N<sup>o</sup> Mle 1039, conformément aux dispositions de l'article 4 de l'arrêté N<sup>o</sup> 467 du 15 août 1933, l'ex-stagiaire de la catégorie B. DJINA PARGUI, N<sup>o</sup> Mle M/365/B. T. de la P. C. Lomé.

b) — Sont affectés à compter du 1<sup>er</sup> juin 1935 :

#### au peloton de Lomé :

SIBITI, brigadier 2<sup>e</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle 900, du peloton de dépôt.

#### au peloton de Mango :

DJINA PARGUI, garde 2<sup>e</sup> classe N<sup>o</sup> Mle 1039, ex-stagiaire catégorie B. de la P. C. Lomé.

#### au peloton de dépôt (Lomé) :

MIDAMON, garde 1<sup>re</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle 814, du peloton de Lomé.

### ALLOCATIONS

Par décisions des :

3 mai 1935. — Sont accordées pour compter du 1<sup>er</sup> avril 1935 et dans les conditions fixées par l'arrêté du 26 novembre 1934 les allocations aux jeunes métis ci-après désignés :

#### Commune mixte de Lomé

Kossivi François, âgé de moins de 7 ans . . . 0fr.50 par jour.

#### Cercle de Mango

ALASSANI Alexandre Emile, âgé de moins de 7 ans 0fr.50 par jour.

Sont désignées pour percevoir le montant des allocations accordées à l'article 1<sup>er</sup> les personnes suivantes :  
Madame ALOUGBA, revendeuse à Lomé pour Kossivi François.

Madame ADAMA AMAËOU, vendeuse à Mango pour ALASSANI Alexandre Emile.

13 mai 1935. — Sont accordées pour compter du 1<sup>er</sup> mai 1935 et dans les conditions fixées par l'arrêté du 26 novembre 1934, notamment en l'article 6 déterminant les conditions de paiement, les allocations aux jeunes métis ci-après désignés :

#### Commune mixte Lomé

Gertrude ADJOWA, âgée de moins de 7 ans 0fr.50 par j.

AKOUAVI Yovo Frieda, âgée de moins de 7 ans 0fr.50 p. j.

Angèle AKOSSWA, âgée de moins de 7 ans 0fr.50 par j.

NICOLAS Georges, âgé de moins de 7 ans 0fr.50 par j.

KOFFI Christian, âgé de moins de 7 ans 0fr.50 par j.

KOMLAN Julien, âgé de moins de 7 ans 0fr.50 par j.

Eugénie, âgée de moins de 7 ans 0fr.50 par jour.

Francisca ADJOAVI, âgée de moins de 7 ans 0fr.50 p. j.

Noël KOUASSI, âgé de moins de 10 ans 0fr.75 par jour.

Robert DELATRE, âgé de moins de 10 ans 0fr.75 p. j.

Marcelin YAONI, âgé de moins de 10 ans 0fr.75 p. j.

DESANTI Germain, âgé de plus de 10 ans 1fr.40 par j.

Maria ABLAVI CHARPENTIER, âgée de plus de 10 ans 1fr.40 par jour.

LIVINGSTONE KOSI PALMER, âgé de plus de 10 ans 1fr.40 par jour.

KOUASSI Frantz, âgé de plus de 10 ans 1fr.40 par j.

Sont désignées pour percevoir le montant des allocations accordées à l'article 1<sup>er</sup> les personnes suivantes :

M<sup>me</sup> AKOUÉLÉVI revendeuse à Lomé, pour Gertrude ADJOWA.

M<sup>me</sup> ADEVI Christiane revendeuse à Lomé, pour AKOUAVI Yovo Freida.

M. Adolphe JOHNSON écrivain public à Lomé, pour Angèle AKOSSWA.

M<sup>me</sup> AKPENOU WOGLO revendeuse à Lomé, pour NICOLAS Georges.

M<sup>me</sup> Pauline ABLAWA revendeuse à Lomé pour KOFFI Christian.

M<sup>me</sup> SCHTLETWEIN employée à l'U. A. C. pour KOMLAN Georges.

M<sup>me</sup> ABLAVI revendeuse à Lomé, pour Eugénie.

M<sup>me</sup> Rosa ABLAVI couturière à Lomé, pour Frantz KOUASSI et Francisca ADJOWA.

M<sup>me</sup> KOSIWA revendeuse à Lomé, pour Nél KOUASSI.

Anna CHOCHOVI revendeuse à Lomé, pour Robert DELATRE.

M. ADENYIKA François facteur P. T. T. à Lomé, pour Marcelin YAONI.

M<sup>me</sup> ADENSI ADEVI revendeuse à Lomé, pour DESANTI Germain.

M<sup>me</sup> GNENTOMOUNA revendeuse à Lomé, pour Maria ABLAVI CHARPENTIER.

M<sup>me</sup> Bernardine revendeuse à Lomé, pour LIVINGSTONE KOSI PALMER.

**ASSOCIATION**

Par arrêté du :

15 mai 1935. — Est autorisée la constitution dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France d'une association sportive dénommée « L'Intrepide » dont les statuts sont annexés à la demande.

**ASSURANCE**

Par arrêté du :

15 mai 1935. — M. BARETTE, agent à Lomé de la Compagnie Française de l'Afrique Occidentale, est agréé comme représentant de la « Northern Assurance Company Ltd ».

**CERTIFICAT DE VIE**

Par décision du :

11 mai 1935. — M. BRUN Louis, sous-chef de gare de 4<sup>e</sup> classe du cadre des chemins de fer du Togo, est habilité à délivrer aux membres des familles des agents indigènes du chemin de fer travaillant en dehors des chefs-lieux des circonscriptions administratives, les certificats de vie exigés par l'arrêté n° 572 du 30 octobre 1934.

**COMMISSION D'EXAMEN**

Par décision du :

11 mai 1935. — Une commission d'examen composée de :

M. M. IMBERT, chef du service de l'enseignement . . . . . *Président*  
 NATIVEL, administrateur-adjoint de 1<sup>re</sup> classe des colonies. . . . .  
 CHAMPION et PALLARES, instituteurs du cadre supérieur de l'enseignement. . . . .

se réunira sur la convocation de son président, pour faire subir les épreuves pratiques et orales du diplôme d'aptitude professionnelle à l'instituteur-adjoint du cadre commun secondaire de l'A. O. F. JOHNSON Romuald, en service détaché au Togo.

**COMMISSION DES MARCHÉS**

Par décision du :

15 mai 1935. — Sont abrogées les décisions des 27 novembre 1933 et 26 novembre 1934 nommant M. FRÉAU président et M. PIC membre de la commission des marchés.

M. MAHOUX, administrateur en chef des colonies est nommé président de la commission des marchés en remplacement de M. FRÉAU.

M. NATIVEL, administrateur-adjoint de 1<sup>re</sup> classe des colonies est nommé membre de la commission des marchés en remplacement de M. PIC.

**MONNAIES ANGLAISES**

Par arrêté du :

30 janvier 1935. — Approuvé en conseil d'administration dans sa séance du 8 avril 1935 — Les monnaies anglaises seront reçues dans les caisses publiques autorisées à les admettre en paiement au taux de 69 francs la livre sterling.

Le présent arrêté qui abroge celui du 3 février 1934 aura son effet à compter du 1<sup>er</sup> février 1935.

Par décision du :

15 mai 1935. — Le préposé payeur à Lomé est autorisé à céder à la Banque de l'Afrique Occidentale à Lomé la somme de trois mille livres sterling (£. 3.000.) au cours de soixante et onze francs (71 fr.).

**RECHERCHES MINIÈRES**

Par décision du :

21 mai 1935. — Une autorisation personnelle de recherches minières est accordée à la Société Minière Dulos Frères domiciliée à Atakpamé.

**ROLES PRIMITIFS**

Par arrêté du :

13 mai 1935. — Sont approuvés et rendus exécutoires divers rôles primitifs et supplémentaires afférents à l'exercice 1935 dont détail suit :

N <sup>os</sup> DES ROLES	CERCLES	NATURE DE L'IMPOT	PRINCIPAL	CENTIMES ADDITIONNELS	TOTAL
160	Mango	Impôt personnel et taxe addit.	—	—	1.404,50
161	Klouto	Impôt pers. indigène catég. supér.	—	—	13.840,00
162	Anécho	Impôt pers. indigène catég. supér.	—	—	70,00
163	Sokodé (L. Kara)	Impôt pers. indigène catég. supér.	—	—	70,00
164	Sokodé	Impôt pers. indigène catég. ord.	—	—	98,00
165	Sokodé	Impôt pers. indigène catég. ord.	—	—	28,00
166	Mango	Population flottante	—	—	3.400,00
167	Sokodé (Bassari)	—	—	—	1.440,00
168	Sokodé	—	—	—	80,00
169	Mango	Rachat de prest. sur les européens.	—	—	180,00
170	Klouto	Rachat de prest. sur les indigènes.	—	—	1.980,00
171	Anécho	Rachat de prest. sur les indigènes.	—	—	18,00
172	Sokodé (L. Kara)	Rachat de prest. sur les indigènes.	—	—	6,00

N <sup>os</sup> DES ROLES	CERCLES	NATURE DE L'IMPOT	PRINCIPAL	CENTIMES ADDITIONNELS	TOTAL
173	Sokodé	Rachat de prest. sur les indigènes	—	—	24,00
174	Sokodé (L. Kara)	Rachat de prest. sur les indigènes	—	—	84,00
175	Mango	Patentes	1.070,00	374,50	1.444,50
176	Anécho	Patentes	8.065,00	2.822,75	10.887,75
177	Sokodé (Bassari)	Patentes	30,00	10,50	40,50
178	Sokodé	Patentes	380,00	133,00	513,00
179	Sokodé (L. Kara)	Patentes	120,00	42,00	162,00
180	Anécho	Véhicules	2.300,00	690,00	2.990,00
181	Atakpamé	Véhicules	840,00	252,00	1.092,00
182	Sokodé (Bassari)	Véhicules	120,00	36,00	156,00
183	Sokodé	Véhicules	225,00	67,50	292,50
184	Sokodé (L. Kara)	Véhicules	60,00	18,00	78,00
185	Mango	Armes perfectionnées	—	—	20,00
186	Anécho	Armes perfectionnées	—	—	180,00
187	Atakpamé	Armes perfectionnées	—	—	180,00
188	Mango	Armes perfectionnées	—	—	80,00
189	Klouto	Armes non perfectionnées	—	—	60,00
190	Atakpamé	Taxe d'hygiène	—	—	280,00
191	Sokodé	A. M. I. catégorie supérieure	—	—	6.920,00
192	Anécho	A. M. I. catégorie supérieure	—	—	35,00
193	Sokodé (L. Kara)	A. M. I. catégorie supérieure	—	—	35,00
194	Sokodé	A. M. I. catégorie ordinaire	—	—	20,00
195	Sokodé (L. Kara)	A. M. I. catégorie ordinaire	—	—	70,00

La date de mise en recouvrement est fixée au 16 mai 1935.

### ROLES SUPPLÉMENTAIRES

Par arrêté du :

17 mai 1935. — Sont approuvés et rendus exécutoires divers rôles supplémentaires afférents aux exercices 1932, 1933 et 1934 dont détail suit :

EXERCICES	N <sup>os</sup>	CERCLE	NATURE DE L'IMPOT	PRINCIPAL	CENTIMES additionnels	TOTAL
1932	445	Anécho	Armes perfectionnées	—	—	20,00
1933	446	—	—	—	—	20,00
1934	447	Klouto	Impôt pers. indigène catég. sup.	—	—	110,00
—	448	Atakpamé	Impôt personnel indigène 1 <sup>re</sup> catég.	—	—	7.020,00
—	449	Klouto	—	—	—	60,00
—	450	Anécho	—	—	—	140,00
—	451	Klouto	Rachat de prestation	—	—	12,00
—	452	Atakpamé	—	—	—	7.524,00
—	453	Klouto	—	—	—	36,00
—	454	Anécho	—	—	—	36,00
—	455	Atakpamé	Patentes	463,75	162,31	626,06
—	456	Atakpamé	Véhicules	150,00	45,00	195,00
—	457	Klouto	Armes perfectionnées	—	—	20,00
—	458	Anécho	—	—	—	20,00
—	459	Mango	Armes non perfectionnées	—	—	220,00
—	460	Sokodé (L. Kara)	—	—	—	80,00
—	461	Sokodé	—	—	—	140,00
—	462	Klouto	—	—	—	44.900,00
—	463	Anécho	—	—	—	13.000,00
—	464	Klouto	Assistance méd. indigène catég. sup.	—	—	55,00
—	465	Atakpamé	Assistance méd. indigène catég. ord.	—	—	3.988,00
—	466	Klouto	Assistance méd. indigène catég. ord.	—	—	36,00
—	467	Anécho	Assistance méd. indigène catég. ord.	—	—	70,00

La date de mise en recouvrement est fixée au 19 mai 1935.

**SOCIÉTÉS DE PRÉVOYANCE**

Par décision du :

15 mai 1935. — Une somme de vingt-cinq mille francs; à prélever sur la somme de 613.248 francs 18 centimes que le Commissaire de la République a été autorisé à utiliser conformément aux dispositions de la dépêche ministérielle n° 102 du 14 janvier 1935, est mise à la disposition de la société de prévoyance d'Anécho pour effectuer les installations nécessaires à des essais de fabrication de tapioca.

**TRANSPORTS**

Par décision du :

21 mai 1935. — Les transports du courrier postal effectués par le service du chemin de fer et du wharf pour le compte du budget local — Exercice 1934 — sont fixés forfaitairement :

à 14.200 francs pour les transports effectués par le wharf et à 29.300 francs pour ceux effectués par voie ferrée.

**TRIBUNAL COLONIAL D'APPEL**

Par arrêté du :

16 mai 1935. — M. NATIVEL, administrateur-adjoint des colonies, est nommé membre du tribunal colonial d'appel, en remplacement de M. LESTRADE, administrateur-adjoint des colonies, parti en congé.

**TRIBUNAL CRIMINEL DU CERCLE DE SOKODE**

Par arrêté du :

21 mai 1935. — Est nommé assesseur européen pour l'année 1935 près le tribunal criminel du cercle de Sokodé :

M. HORARD, directeur de l'école professionnelle de Sokodé en remplacement de M. le médecin-lieutenant RAOULT.

**DOMAINES**

Par arrêtés des :

11 mai 1935. — M. FILLOT Lucien, entrepreneur de transports, commerçant demeurant à Atakpamé, est autorisé à occuper à ses risques et périls une parcelle de terrain domanial situé à Mango, cercle de Mango, place du marché, d'une superficie d'environ neuf ares.

16 mai 1935. — La société sportive de foot-ball « la Modèle » est autorisée à occuper à ses risques et périls une parcelle de terrain domanial situé à Lomé, (cercle de Lomé), borné au nord par la rue de la Somme, à l'est par la rue des Haoussas, au sud par la rue de Brazza et à l'ouest par l'avenue du camp, d'une superficie d'environ 1 hectare 70 ares 63 centiares.

**PARTIE NON OFFICIELLE**

« L'Administration du Territoire déclare décliner toutes responsabilités à quelque titre

que ce soit à raison des textes insérés dans la partie non officielle. »

**AVIS DE PERTE DE TITRE FONCIER****2<sup>me</sup> Avis**

« Le sieur Robert FIAWOO, traitant, demeurant à « Tsévié, a l'honneur d'informer le public que la copie « d'un titre foncier inscrite à Lomé sous le No. 115, « Volume I, ainsi que son duplicata délivré en exécution d'un Jugement du Tribunal Civil de Lomé du « 14 Janvier 1927, ont été égarées ».

**AVIS**

Le public est informé qu'une maison avec diverses dépendances, située à Lomé, en bordure de la route de Palimé allant à la T. S. F. appartenant à la Société en Liquidation BREMER FACTOREY A. G. sera mise en vente à l'amiable.

Les personnes intéressées ou qui auraient des droits à faire valoir, sont instamment priées d'en informer M. Georges POEZTSCH, mandataire du liquidateur, demeurant à Lomé, où toutes les offres seront également reçues.

Pour première insertion.

Le Notaire,

H. PATRAULT.

**ENTREPRISES****E. BOUQUEREAU & C<sup>IE</sup>**

Boîte Postale 106

**DAKAR****COMPTOIR D'HORLOGERIE SOIGNÉE**

"A la Tour Eiffel"

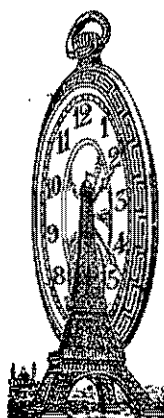
**JOYEROT & JACOT**

Catalogue général d'Horlogerie  
Bijouterie - Orfèvrerie, adressé  
gratuit et franco.

Envois de choix sur demande à MM. les fonctionnaires

Facilités de paiement

Représentants sont demandés



23, rue Gambetta — BESANCON — France